

Sauver le CLIMAT et gagner PLUS

DES REVENUS PLUS ÉLEVÉS AVEC UNE ÉNERGIE PLUS CHÈRE

Dans ce livre qui allie texte et BD, nous vous proposons de réfléchir à une révolution fiscale : la taxe énergie redistribuée. Ou comment réduire nos consommations d'énergie et remédier au dérèglement climatique.



herodote.net

Prix 9€ TTC
ISBN 978-2-37184-062-1



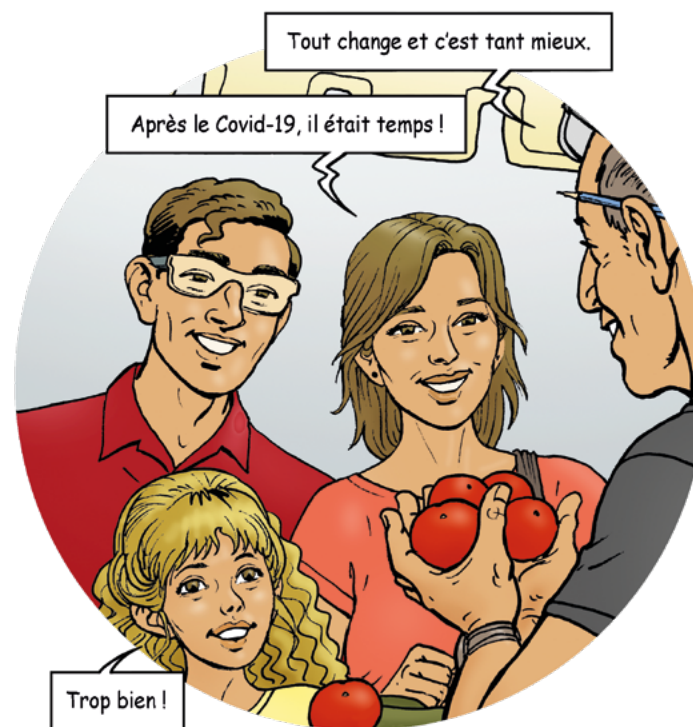
SAUVER LE CLIMAT ET GAGNER PLUS

herodote.net

Sauver le CLIMAT et gagner PLUS

DES REVENUS PLUS ÉLEVÉS AVEC UNE ÉNERGIE PLUS CHÈRE

André Larané



Illustrations de Dominique Rousseau

éditions
herodote.net

Sauver le **CLIMAT**
et gagner **PLUS**

DES REVENUS PLUS ÉLEVÉS AVEC UNE ÉNERGIE PLUS CHÈRE

André Larané

herodote.net *éditions*

Préface

L'épidémie de coronavirus a laissé le monde sens dessus dessous. Chaque État a dû se défendre par des mesures extrêmes en assumant le risque de détruire les équilibres économiques et sociaux.

Les circuits d'échanges et les industries peinent à redémarrer et les gouvernants se montrent prêts à subventionner tout le monde car tout est aujourd'hui à reconstruire. Mais il serait malvenu de restaurer ou tenter de restaurer les équilibres anciens. Quand les avions et les automobiles ne circulaient plus, nous avons redécouvert les enjeux fondamentaux de l'existence : la santé, l'alimentation, l'éducation... Nous avons aussi redécouvert l'air pur et le calme et nous avons compris qu'il était plus important d'avoir un logement confortable qu'une grosse cylindrée et des billets d'avion pour des vacances aux antipodes.

Mais contrairement aux allégations des gouvernants et aux rêves des écologistes, l'après-Covid-19 pourrait amplifier les tendances lourdes des dernières décennies en accroissant la mobilité générale, l'étalement urbain et les émissions de CO². Trois indicateurs le laissent craindre : la méfiance accrue à l'égard des transports publics et des véhicules partagés en raison des risques de contamination ; l'attrait renforcé pour une maison

à la campagne, plus attractive qu'un appartement en cas de confinement ; enfin, l'effondrement du prix du pétrole. Le pire est donc possible sinon probable.

Il importe d'agir sans attendre pour y échapper. Ne gâchons pas l'opportunité que nous offre le coronavirus de refonder notre société. Plutôt que de subventionner les constructeurs automobiles et aéronautiques en vue d'une relance de leurs usines à l'identique, ouvrons de nouvelles pistes avec eux et avec l'ensemble du corps social. Et tant qu'à outrepasser les règles comptables inscrites dans le traité de Maastricht, que ce soit pour servir l'avenir de notre pays et du monde, stopper le dérèglement climatique et bâtir une société « décarbonée », sereine et prospère.

Voilà déjà de nombreux mois que nous avons envisagé une taxe sur les énergies qui serait intégralement redistribuée aux habitants de notre pays afin de les encourager à consommer moins d'énergie sans perdre pour autant en bien-être. Cette taxe ne remplace pas les actions publiques en faveur du climat et de l'environnement mais elle en est la condition préalable indispensable. Avec elle, le meilleur devient possible comme le montre cet ouvrage.

La taxe énergie redistribuée est de nature à relancer l'activité économique en privilégiant la production

intérieure au détriment des importations, y compris de pétrole et de gaz. Elle apporte aussi un complément de revenu aux victimes économiques du confinement. Enfin, mieux que tous les calculs comptables, une aide ici, une subvention là, un impôt ailleurs, cette révolution fiscale nous offre un horizon attractif et souriant, une vraie ambition politique.

AL

milliards de voitures, soit cinq fois plus qu'aujourd'hui, avec les surfaces bitumées correspondantes ! Il n'est pas non plus durable. Le dérèglement climatique, plus rapide et violent que prévu, fait déjà sentir ses effets sur notre cadre de vie : villes transformées en fournaises, forêts en flammes, montée des océans, extension des déserts.

Nous voudrions nous convaincre qu'il suffit de quelques « petits gestes pour la planète » pour tout arranger : trier nos déchets, nous équiper de panneaux photovoltaïques et de voitures électriques, voire pétitionner. Mais le mal est plus profond et de nature politique. Il tient à nos choix sociétaux et ne peut se résoudre que par une action collective et non par l'addition de bonnes volontés individuelles³.

3 Le prix de la modernité

D'ores et déjà, nous payons d'un lourd tribut nos avantages matériels : *burn-out* au travail, éclatement des structures familiales, nouvelles inégalités. Une bonne part de ces phénomènes sont induits par la perte de sens de nos vies et de notre travail. Nous sommes entraînés dans une fuite en avant par la peur de dégringoler l'échelle sociale et nous acceptons pour cela des activités davantage tournées vers l'accumulation de profits que la satisfaction de nos semblables. Nous nous exténuons à produire, distribuer et promouvoir des biens et services à l'utilité discutable et nous en oublions le mobile premier de tous les êtres vivants : transmettre et perpétuer la vie et tout ce qui en fait la valeur.

Plus grave, notre mode de vie en vient aujourd'hui à générer plus d'inconvénients que de gains : l'espérance de vie commence à reculer aux États-Unis et dans quelques autres pays « avancés » (du jamais vu depuis 200 ans) ; l'alimentation est source de nouvelles épidémies comme l'obésité ; l'agro-industrie et la pollution urbaine affectent nos organismes (asthme, diminution des spermatozoïdes...) ; les transports urbains et la compétition pour l'emploi sont sources de stress et ne nous laissent plus le temps de nous divertir et aimer ; nos campagnes et nos villes façonnées par quarante générations deviennent des capharnaüms où la laideur le dispute à l'insignifiance. Qui plus est, nos sociétés se révèlent d'une extrême fragilité face aux nouvelles épidémies comme le Covid-19. Et ne parlons pas des dégâts sociaux et environnementaux causés dans les pays

Avant Covid-19, Manon se dépensait sans compter pour assurer son statut social.



PANNE D'IMAGINATION ET DE COURAGE

Ne voulant pas remettre en cause des choix sociétaux qui font leur popularité, les gouvernants entretiennent la croyance en des énergies « renouvelables » qui rendraient « éco-compatibles » la multiplication des automobiles, l'artificialisation des sols, l'explosion du trafic aérien et maritime etc. Mais pour l'heure, ces énergies intermittentes fournies par le vent ou le soleil sont

fragiles qui n'ont pas su prendre le train en marche (Afrique, Asie du sud, Amérique latine...)

encore très loin de la maturité comme en conviennent les spécialistes. Ainsi que nous le rappellerons plus loin (*Illusions techniciennes* p. 55), elles contribuent au dérèglement climatique et à la dégradation des ressources naturelles plus qu'elles n'y remédient !

Côté entreprises, la tentation est de poursuivre dans une voie qui s'est révélée jusqu'ici très profitable même si elle détruit les équilibres naturels, avec de nouveaux investissements dans la science et la technologie. Mais devons-nous nous féliciter du remplacement prochain des abeilles par des pollinisateurs artificiels ? La PMA (Procréation Médicalement Assistée) va-t-elle compenser les effets ravageurs des perturbateurs endocriniens et des particules fines sur la fertilité humaine ? Devons-nous d'ores et déjà nous accommoder de la hausse des températures en investissant dans la climatisation ?

Faute d'imaginer un modèle de société aussi séduisant mais plus sobre que l'actuel, nos gouvernants se résignent au dérèglement climatique et nous y préparent tant bien que mal.

Menaces sur la démocratie et la solidarité

Les cités les plus riches de la planète n'auront pas trop de mal à trouver les ressources nécessaires pour s'adapter à la nouvelle donne. C'est déjà le cas à Singapour, où l'on érige à prix d'or des immeubles adaptés aux nouvelles

conditions climatiques. Mais il en ira autrement dans les grands pays où les classes populaires ne supporteront pas que l'on sacrifie leurs conditions d'existence pour permettre aux classes supérieures d'améliorer les leurs : d'un côté, accroissement de la charge fiscale et réduction des services publics ; de l'autre, verdissement des métropoles, électrification des transports, nourriture issue de fermes biologiques...

Provoqué par une augmentation de taxe sur le carburant automobile (2 à 6 centimes par litre), le mouvement des Gilets jaunes en France, en novembre 2018, a donné un premier aperçu des tensions sociales et politiques sur lesquelles risquent de déboucher les enjeux climatiques. À voir la violence avec laquelle a réagi le gouvernement français, la démocratie pourrait bientôt n'être plus que l'habillage cosmétique d'une dictature destinée à préserver le bien-être de l'oligarchie dans une société condamnée à l'appauvrissement.

Au mieux, nous plaçons nos espoirs dans des actions individuelles inspirées par le civisme et le dévouement à l'intérêt général, mais c'est se faire beaucoup d'illusions sur la nature humaine et sur nous-mêmes : dans le besoin et l'urgence, chacun trouve toujours de « bonnes » raisons pour s'affranchir des injonctions morales et des règles collectives.

Faux alibi du trop de naissances

Nous voudrions nous convaincre qu'une nouvelle baisse de la natalité soulagera la planète. C'est une illusion car les enfants à naître en 2020 et dans les années suivantes n'auront d'impact significatif sur le climat qu'à leur arrivée à l'âge adulte à partir de 2040 ou 2050, s'ils reproduisent notre mode de vie. À ce moment-là, il sera de toute façon trop tard pour arrêter le dérèglement climatique.

S'il y a aujourd'hui des personnes en trop, ce ne sont donc pas les enfants à naître mais les adultes des pays riches (nous-mêmes) qui persistent dans un mode de vie énergivore ! Ces adultes qui représentent moins d'un quart de la population mondiale sont tout entier responsables du dérèglement climatique. Notons aussi qu'ils polluent davantage d'année en année à mesure qu'ils font moins d'enfants. C'est le singulier paradoxe que révèle la démographie (*La faute aux bébés ?* p. 167).

À LA RACINE DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : UNE ÉNERGIE DEVENUE TROP BON MARCHÉ

Il n'y a plus de doute sur le dérèglement climatique : l'atmosphère se réchauffe du fait de la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz, schistes bitumineux...) qui ont été emmagasinées dans le sous-sol il y a quelques dizaines de millions d'années, bien

avant l'apparition des êtres humains (*Le dérèglement climatique* p. 157).

Depuis deux siècles, nous extrayons ces énergies fossiles avec des techniques toujours plus performantes et nous en sommes devenus dépendants dans tous les moments de notre existence : logement, déplacements personnels, transports de marchandises, agro-industrie, biens de consommation...

Cette dépendance n'est pas le fruit d'une fatalité mais d'un choix collectif. En effet, depuis cinquante ans, le prix des carburants comme du fioul et de l'électricité a plus ou moins *diminué de moitié* en valeur réelle par rapport à l'évolution générale des prix et des salaires. Par exemple, de 1970 à 2020, le prix du litre de super est passé de 1,1 franc à 1,5 euro, soit une multiplication par 9. Dans le même temps, les consommations de base (baguette, métro...) ont augmenté deux à trois fois plus vite, de même que le SMIC horaire, passé de 3,3 francs à 10 euros, soit une multiplication par 20, comme nous le verrons plus loin avec les relevés de l'INSEE (*Notre mode de vie en question* p. 31).

Cette énergie toujours plus abondante et de moins en moins chère est à l'origine de notre addiction aux produits et services les plus énergivores. Nous sommes devenus

toujours davantage de produits *high tech* (mobiles 5G et plus, sex-toys 3-D hypersensibles, vêtements hyper-glamour et connectés, croisières boréales super-cool, bébés génétiquement modifiés sur catalogue etc.) Ces perspectives nourrissent une fuite en avant plus dommageable que jamais.

Par une rare incohérence, les gouvernants maintiennent au plus bas le prix final des énergies (super, fioul, kérosène, électricité, gaz etc.) et encouragent de ce fait leur gaspillage. Mais dans le même temps, ils multiplient les aides aux entreprises et aux particuliers en vue de remédier tant bien que mal à ces gaspillages et financer une hypothétique « transition énergétique ».

Subventions en tous genres et aides d'État reviennent très cher ainsi que le montre pour la France le scénario national « bas carbone » (2016), de l'ordre de 32 à 85 milliards d'euros par an. Cela équivaut à une pression fiscale d'environ 100 euros par habitant et par mois, qui frappe tous les ménages, y compris les plus modestes¹⁰ !

10 Le scénario national « bas carbone » dans l'impasse

Le scénario national bas carbone (2016) propose aux Français de concentrer tous leurs efforts dans la « décarbonation » de leurs activités pour aboutir à la neutralité carbone en 2050. Il s'agit de porter les investissements dédiés à la « transition énergétique et climatique » (isolation des bâtiments, électrification des transports, financement des éoliennes et panneaux photovoltaïques etc.) de 32 milliards d'euros par an à 45/85 milliards d'euros par an (de l'ordre de 1 000 euros par habitant et par an) : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/SNBC%20r%C3%A9sum%C3%A9%20vdef7.pdf>. Un coût démesuré pour un résultat nul : les émissions de CO² continuent de progresser en France comme partout dans le monde : <https://www.planetoscope.com/co2/821-emissions-de-co2-en-france.html>

Autrement dit, les gouvernements maintiennent le prix de l'énergie au plus bas mais nous reprennent par l'impôt les économies que nous croyons faire sur nos factures d'électricité, de super ou de fioul pour financer la « transition énergétique » !

Cette folie n'aura heureusement qu'un temps. Car le modèle de société qui s'est mis en place depuis le milieu du xx^e siècle contient en germe sa propre destruction. En Occident comme en Extrême-Orient, il entraîne une chute drastique de la fécondité avec à peine plus d'un enfant par femme en moyenne et une division par deux des populations concernées à chaque génération ! Cela dit, l'humanité ne disparaîtra pas pour autant et la Terre ne s'arrêtera pas de tourner¹¹...

11 Le scénario du pire

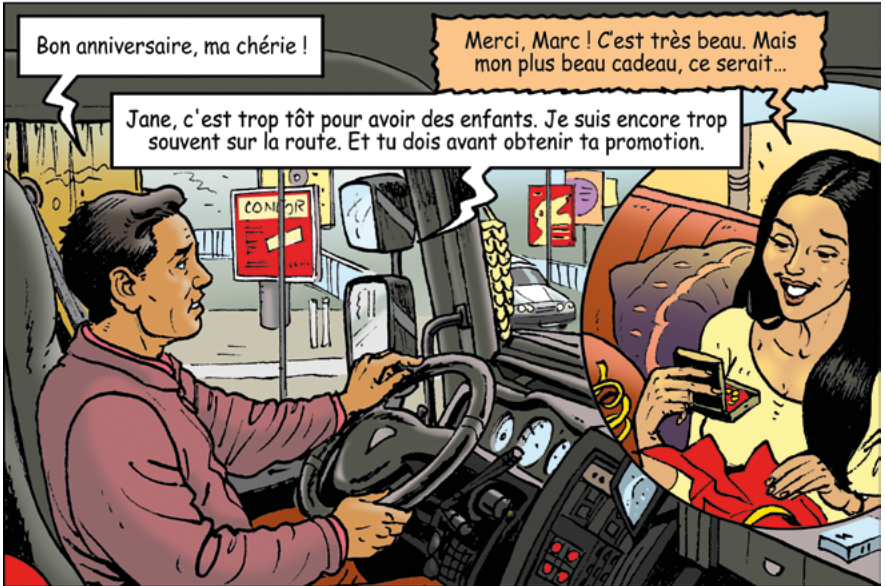
Sans un retournement encore incertain, la situation qui se profile à l'horizon du prochain siècle paraît sombre avec la conjugaison de trois phénomènes majeurs : choc démographique, hausse des températures et crise des ressources :

- Dans un premier temps, la compétition pour des ressources plus rares et plus coûteuses entraînera guerres sociales et dictature des oligarchies. Elle pourrait conduire celles-ci à créer des îlots de bien-être et des bulles climatisées hors-sol dans des cités-États comme Singapour ou même sur des îles flottantes artificielles dans les zones océaniques de faible profondeur... Le film de science-fiction *Soleil vert* (Richard Fleischer, 1973) reflète assez bien ce scénario !

- Avec en moyenne 1 à 1,5 enfant par femme, les populations « blanches » et « jaunes » des pays développés sont appelées à très fortement diminuer et se marginaliser, cependant qu'avec 4 à 6 enfants par femme, les populations « noires » d'Afrique doublent et doubleront tous les quarante à cinquante ans au moins jusqu'au xxi^e siècle. Elles constituaient 7% de l'humanité en 1950 et en constitueront 40% vers 2100 avec 4 milliards d'individus (hypothèse moyenne des Nations Unies). Ces populations noires, mues par un exceptionnel appétit de vie et restées en marge de l'*american way of life*, pourraient alors réinventer une nouvelle civilisation ou une nouvelle humanité.

- À terme, la hausse des températures rendra la vie insupportable aux êtres humains sur une grande partie des terres émergées (125 millions de km²). On peut toutefois espérer que 10 à 20 millions de km² demeureront habitables (Sibérie, hauts plateaux africains et andins,

Avant Covid-19, Marc rêvait de devenir enfin quelqu'un.



bassin du Congo, Nouvelle-Zélande...) et suffisamment fertiles pour nourrir dix milliards d'êtres humains vivant sobrement et se gardant de reproduire nos erreurs. Ce scénario s'inscrit de manière logique dans le prolongement des tendances de ces dernières décennies. Est-ce bien cela que nous voulons ? Ne vaut-il pas la peine, tant qu'il en est encore temps, de renverser la table du festin, où se gavent les auteurs de ce film d'horreur ?

4. Une taxe bienvenue sur les énergies

La lutte contre le dérèglement climatique passe par un préalable : une révolution fiscale qui réorientera chacun vers une diminution de toutes ses consommations d'énergie, avec l'espoir de stabiliser enfin les températures.

Nous proposons une fiscalité qui ne soit pas punitive mais au contraire accroisse les revenus des citoyens !

La solution, encore jamais mise en œuvre, n'a rien à voir avec un impôt supplémentaire ! Elle consiste en une taxe payée par les producteurs et distributeurs d'énergie (EDF, importateurs de pétrole, de charbon et de gaz etc.) C'est une taxe élevée mais intégralement compensée par une allocation forfaitaire reversée par le fisc aux citoyens de tous âges et de toutes conditions.

Il s'agit de nous détourner d'un mode de vie fondé sur la prédation des ressources naturelles et énergétiques. Cela suppose de taxer toutes les sources d'énergie sans faire de distinction entre énergies « carbonées » et énergies « propres » afin d'aboutir à une baisse de la demande globale d'énergie.

En cela, nous nous démarquons des promoteurs de la « taxe carbone » ou de « droits à polluer » qui veulent sanctionner seulement les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et les remplacer par des énergies « propres » car cette « transition énergétique » entend prolonger notre mode de vie énergivore et même l'étendre à l'ensemble de la planète. Au demeurant, ni la « taxe carbone » ni les « droits à polluer » n'ont encore permis de freiner la consommation d'énergies fossiles.

UNE « TAXE ÉNERGIE » DISSUASIVE SUR LES ÉNERGIES PRIMAIRES

La « taxe énergie redistribuée » doit concerner toutes les importations d'énergies primaires ainsi que la production d'électricité et de chaleur :

- Énergies fossiles : pétrole, gaz, charbon,
- Énergies organiques : biocarburants,
- Incinération de déchets et centrales à bois et biomasse,
- Électricité hydraulique, géothermique, éolienne ou nucléaire.

Qui peut dire en effet que telle source d'énergie est immune ? Comment arbitrer entre l'électricité nucléaire, l'électricité photovoltaïque fournie à partir de panneaux chinois aux conditions de fabrication douteuses, l'électricité éolienne intermittente et aux rendements très incertains ? Mais dès que l'on arrivera grâce à cette taxe à faire baisser la consommation globale d'énergie, il sera

prélevé l'impôt (tranche supérieure). Il perdra en net environ 1500 euros par an²⁶ !

En résumé :

• **Les personnes les plus déshéritées (SDF), sans voiture ni dépenses de chauffage, recevront chaque mois un supplément net de 150 euros.**

• **Les familles des classes moyennes bénéficieront chaque mois d'un supplément net de l'ordre de 280 euros, une fois payées les principales dépenses d'énergie.**

• **Les personnes les plus fortunées supporteront chaque mois une perte de revenu nette d'une centaine d'euros (mais chut, ne le disons pas trop fort pour ne pas les effaroucher).**

26 Un principe politique essentiel : l'universalité

L'universalité de l'« allocation énergie » (même montant à tous les citoyens sans condition d'âge ni de ressources) est très importante pour une raison essentiellement politique.

Supposons que l'on établisse un seuil de revenu au-delà duquel on n'aurait plus droit à l'allocation énergie, par exemple 6000 euros par mois. Cela concernerait 10% des familles. La plupart de ces familles vont s'opposer à la taxe énergie car elles y verront à juste titre une baisse de leur pouvoir d'achat sans compensation. Elles prêteront dès lors l'oreille à tous les lobbies (pétroliers, industriels, financiers, importateurs, voyageurs...) qui ne manqueront pas de crier à la « soviétisation » de l'économie selon un discours bien rodé : « taux record de prélèvements obligatoires, classes moyennes pressurées, exil fiscal des chefs d'entreprise... » Comme ces lobbies ont la haute main sur les médias, leur opposition à la réforme garantit l'échec de celle-ci !

Considérant l'enjeu, qui est de stopper le réchauffement climatique, vaut-il la peine de le compromettre pour la seule satisfaction de priver les plus riches de quelques euros mensuels ?

L'énergie étant devenue plus chère, Manon et Tony révisent leur mode de vie.

Je ne peux pas me passer de la voiture, même à 2,30 euros le litre de super. Heureusement, il y a mon allocation pour compenser.

Nous, c'est plus facile. Papa prend son vélo et nous laisse aller à l'école à pied. C'est trop bien.

Il paraît que la consommation nationale d'énergie a déjà baissé de 5 à 7%. Le gouvernement va arrêter un réacteur nucléaire et une centrale au fioul.

DES CHANGEMENTS INDOLORES GUIDÉS PAR L'INTÉRÊT DE CHACUN

D'une manière générale, grâce à l'allocation forfaitaire mensuelle, la plupart des citoyens (à l'exception des plus riches... et des plus « énergivores ») retrouveront dans leur porte-monnaie l'équivalent du surcoût provoqué par la taxe sur les produits à forte imprégnation énergétique :

Aujourd'hui, d'après l'ADEME, le coût d'utilisation d'une petite voiture revient en effet à 500 euros par mois dont un tiers pour l'amortissement. Considérant que le revenu médian des ménages est de l'ordre de 1800 euros net par mois (la moitié des ménages est au-dessus, l'autre moitié au-dessous), considérant que les ménages, même les plus modestes, sont souvent contraints d'avoir deux voitures pour les trajets domicile-travail, c'est plus d'**un tiers des revenus familiaux** qui sont mangés par l'automobile.

En se logeant en centre-ville, au plus près de leur emploi et de toutes les commodités urbaines, beaucoup de familles pourraient faire l'économie d'une ou deux voitures, ce qui compenserait en général le surcoût de leur loyer. Encore faudrait-il que les gouvernants orientent les citoyens dans cette voie... Nous verrons plus loin que cela est tout à fait à leur portée.

Vivre à la campagne : rêve ou cauchemar ?

L'autre justification de l'étalement urbain est la prétendue aspiration des Français à « vivre à la campagne ». Cette « aspiration » n'a rien d'une préférence pour la vie bucolique dans la solitude des champs. Elle résulte du refus de vivre dans des agglomérations inhumaines, polluées, bruyantes et stressantes. Au final, elle aboutit à se retrouver dans un lotissement environné d'échangeurs, d'entrepôts et de lignes haute tension et passer plus de

Grâce à la taxe énergie, Manon s'investit dans le réaménagement de sa ville.

Nous réhabiliterons le centre-ville pour y ramener les habitants et les commerces.

Et les voitures ?

Les gens en auront très peu besoin. Les entreprises et les services publics seront accessibles dans un rayon d'un kilomètre... La voirie automobile pourra comme cela être réduite au minimum.

temps au volant de sa voiture qu'à se divertir avec ses enfants.

Engageons une politique urbaine volontariste comme autrefois Napoléon III et le baron Haussmann ou, plus près de nous, de Gaulle et Paul Delouvrier. Faisons de nos villes et de nos bourgs des havres de paix, de calme et d'air pur (repensons à l'épisode de confinement du coronavirus !) et nous verrons qu'il ne restera plus rien

Ainsi la France rurale sera-t-elle restructurée autour de cinq mille municipalités de trois à dix mille habitants chacune avec un chef-lieu bien équipé et quasiment réservé aux piétons, les automobiles étant reléguées à la périphérie comme dans les villages de Kaysersberg (Alsace) ou Cucugnan (Languedoc).

Ces cinq mille municipalités sont dotées de tous les services publics indispensables à la vie d'une collectivité : poste, écoles, collèges, lycée, maison de santé, commissariat, bibliothèque, salle de spectacle, salle de sports... Elles accueillent tous les commerces de proximité indispensables (presse-librairie, café-restaurant, boulangerie, épicerie, boucherie-charcuterie, banque...). Elles organisent enfin en leur chef-lieu un marché hebdomadaire ou quotidien où les producteurs locaux vendent leurs produits sans autre charge qu'une TVA à taux réduit et un loyer symbolique pour leur emplacement.

La loi peut faire obligation à toutes les municipalités d'organiser ces services et commerces dans un délai de cinq ans et dans un rayon d'un maximum de 500 à 800 mètres autour du centre du bourg principal, quitte à les subventionner si leur rentabilité est incertaine. Ainsi le bourg, bien relié par des navettes bus à tous les hameaux et villages de la municipalité, redeviendra-t-il le lieu naturel de rencontre et de vie qu'il a été au cours du millénaire précédent.

Nos héros savourent leur existence dans une ville devenue économe en énergie.

Je conduis l'autocar entre la gare et les villages du canton. C'est une nouvelle vie.

Surtout, nous allons être trois à la maison. Et je n'ai plus besoin de voiture depuis que je travaille avec Manon dans la réhabilitation du centre-ville et l'isolation des logements.

Notre travail est passionnant et moi non plus, je n'ai plus besoin de voiture.



Pour un weekend ou un usage ponctuel, mon agence de location de voitures est là.

Dans le même temps, les départements méritent d'être renforcés comme échelon intermédiaire de proximité avec des préfets et des conseils départementaux bien outillés pour assister les municipalités et coordonner leurs efforts (on peut dans le même temps supprimer les sous-préfectures et même les Régions)³².

32 Centralisme régional

Les 13 Régions françaises créées le 1^{er} janvier 2016 ont démontré leur inanité lors de l'épidémie de coronavirus. Tandis qu'au niveau local, hôpitaux, municipalités et départements ont rivalisé d'efforts et d'ingéniosité pour surmonter la crise, les 13 Agences régionales de santé (ARS) se sont tristement illustrées par leur centralisme

aéroportuaires afin que les voyageurs paient le véritable prix de leurs déplacements.

Ce n'est qu'un début...

Urbanisme, transport, agriculture, marketing... Les suggestions fiscales, législatives et réglementaires ci-dessus montrent qu'il est possible de rapidement changer nos comportements sans heurt ni violence. Il s'agit qu'à terme, la plupart d'entre nous n'aient plus besoin de prendre la voiture sous tout prétexte. Il s'agit aussi que nos villes et nos campagnes, apaisées et libérées de la pollution, nous invitent à la détente et nous dissuadent de chercher des remèdes à notre stress urbain dans des vacances aux antipodes.

Ces scénarios ont pour objectif de stopper le réchauffement climatique en nous mettant en situation de réduire année après année nos consommations d'énergie sans réduire pour autant notre bien-être. Ils supposent que nous ayons le courage de prévenir le drame. Dans le passé, cela n'a jamais été le cas, qu'il s'agisse de l'hydre nazie ou du Covid-19. Pourrons-nous cette fois faire mentir l'Histoire et nous ressaisir avant qu'il ne soit trop tard ?

André Larané
Paris, le 5 mai 2020.